



## **Nous devons aider notre agriculture à relever le défi de la sécurité alimentaire**

Alors que Nicolas FORISSIER, député de l'Indre, médiateur du plan exceptionnel de soutien à l'agriculture rencontrait mercredi 10 février à Toulouse les acteurs régionaux (préfets, banques, MSA, syndicats agricoles) de la mise en place de ce plan en Midi-Pyrénées pour un premier bilan, Brigitte Barèges répond à nos questions sur ce sujet qui lui tient particulièrement à cœur et qu'elle défend sans relâche.

### **Trois questions à Brigitte Barèges, député de Tarn et Garonne**

#### **Question :**

**« On assiste à une grave crise de l'agriculture dans notre pays, doublée d'une crise alimentaire mondiale...Comment explique-t-on cette crise sans précédent ? »**

#### **Réponse de Brigitte Barèges :**

« Le monde connaît une **crise agricole aux multiples visages** qui menace notre sécurité alimentaire dans les années à venir.

Les défis agricoles s'accumulent : **il faudra augmenter notre production agricole de 70% d'ici 2050 pour nourrir 9 milliards d'habitants**, dans une planète malmenée par des pollutions et des pénuries d'eau.

Or, aujourd'hui, la problématique de la faim dans le monde n'a jamais été aussi inquiétante

Parallèlement à cette crise de la faim, des pays comme la Chine, le Japon, les pays du Golfe sécurisent l'approvisionnement de leur population en achetant par centaines de milliers d'hectares des terres arables notamment en Afrique et en Asie Centrale. Cette **course à la terre fertile montre que l'agriculture est devenue un vrai enjeu géopolitique !**

Enfin, dans ce contexte difficile, **la France connaît une crise agricole majeure, sans doute la pire depuis les 30 dernières années** : les revenus des agriculteurs français ont ainsi chuté de 34% en 2009 après avoir baissé de 20% en 2008.

**Nulle question de pénurie en Europe, plutôt de mauvaise gestion de l'abondance.** La concurrence acharnée sur les marchés européens ruine le secteur agricole en écrasant les prix... Au point que bien des terres arables en France sont laissées en jachère pour créer artificiellement une pénurie qui ferait remonter les cours agricoles. On en arrive ainsi à un incroyable gâchis : des populations affamées au Sud et des agriculteurs ruinés au Nord ! »

### Question :

« **Quelles sont les solutions pour assurer notre sécurité alimentaire tout en luttant contre la faim dans le monde ?** »

### Réponse de Brigitte Barèges :

« Pour répondre à ces défis, **un groupe de travail sur la sécurité et l'indépendance alimentaire** animé par mes collègues, Christian Jacob, Pierre Lequiller et Patrick Ollier vient de se mettre en place. Ce groupe a tenu des Assises le jeudi 21 janvier dernier.

Des ces assises ressortent une conclusion fondamentale : **pour assurer notre sécurité alimentaire, il faut réguler l'agriculture au niveau européen, mondial et français.**

**1. Il faut une politique agricole commune ambitieuse et modernisée en Europe. La réforme de la PAC de 2013 se prépare aujourd'hui.**

Nous devons arriver à convaincre nos partenaires qu'en défendant la PAC, nous ne défendons pas notre intérêt de pays agricole: nous défendons leurs intérêts de consommateurs! La PAC, c'est 100 euros par Européen et par an. Nous devons arriver à faire comprendre que 100 euros par an, moins de 30 centimes par jour, ce n'est pas de l'eau versée dans un tonneau troué, c'est le prix de la sécurité, de la diversité et de la qualité de notre alimentation !

**Nous devons affermir et moderniser le principe fondateur de la PAC : la préférence communautaire.**

Il ne s'agit pas de faire de l'Europe une forteresse mais nous avons le devoir de protéger le marché européen des variations brutales des cours mondiaux et des importations à bas prix qui ne respectent aucune contrainte sanitaire, sociale et environnementale. Si nos prix sont élevés en dépit de notre productivité importante, c'est parce que nos agriculteurs ont des cahiers des charges très lourds à respecter, en matière de traçabilité, de santé animale, de limitation des pratiques polluantes... Nos partenaires commerciaux sont loin d'avoir les mêmes exigences ! Voilà pourquoi une taxe carbone aux frontières de l'Europe aurait par exemple du sens. Cela ne veut pas dire que nous devons nous replier sur nous-mêmes et ignorer les contraintes des autres pays du monde, particulièrement des régions les moins développées.

**2. Il faut mettre en place nouveaux outils de régulation à l'échelle mondiale !**

Il est temps d'inventer une **gouvernance agricole des grandes régions mondiales**. Cette organisation prendrait en charge les grandes orientations régionales, la gestion des stocks et superviserait la fixation pour chaque grande région agricole de prix d'équilibre, qui pourrait fluctuer dans une fourchette variable, comme le serpent monétaire européen...

Les marchés agricoles mondiaux doivent aussi **substituer la notion de coopération et de partenariat à celle de concurrence aveugle**. Ce partenariat devrait reposer sur deux impératifs incontournables :

- **la justice**: chaque grande région doit être capable de se nourrir et d'exporter, sans menacer les agricultures des autres ensembles.
- **l'environnement** : le respect de la planète ne peut plus être une clause accessoire!

### **3. A l'échelle française, il faut continuer d'investir et de moderniser notre agriculture !**

En France, dans nos régions, il faut encore et sans cesse poursuivre l'effort de modernisation de notre agriculture afin de permettre à nos agriculteurs de passer un cap difficile car ils sont les garants de la notre sécurité alimentaire pour demain.»

#### **Question :**

**« A l'heure où vous préparez le projet de loi de modernisation de l'agriculture, que peuvent attendre les agriculteurs de ce texte ? »**

#### **Réponse de Brigitte Barèges :**

**« A travers le projet de loi de modernisation agricole, nous allons donner un signal fort ! Il est possible d'agir concrètement pour améliorer la situation de nos agriculteurs et pour rééquilibrer les relations entre les différents acteurs au sein des filières agricoles, notamment :**

- en systématisant les contrats écrits, précisant les volumes échangés et les prix sur des durées longues,
- en améliorant les instruments de couverture des risques, qui protègent les producteurs contre les aléas du marché,
- en développant des politiques publiques de l'alimentation, qui donne la part belle aux productions agricoles locales,
- en protégeant mieux les terres agricoles contre les spéculations immobilières pour ne pas sacrifier l'avenir de notre alimentation aux caprices du présent !

Je me réjouis de ce projet de loi, examiné par le Parlement après les élections régionales de mars, qui se veut le **signal d'une modernisation progressive mais déterminé de notre agriculture et de notre pêche.**

**C'est bien en jouant sur les trois niveaux de gouvernance, mondiale, européenne et française, que nous pourrons réguler l'agriculture et assurer notre indépendance alimentaire tout en relevant le défi d'augmenter de 70% de la production agricole d'ici 2050, dans le respect des équilibres environnementaux, pour nourrir 9 milliards d'habitants sur la planète! »**

**Brigitte Barèges**